

# **Traballo de Fin de Grao**

## **La Révolution tranquille : construction du bilinguisme institutionnel au Québec**

Alexandra Vázquez Mera

Titor: Carlos Pérez Varela

Traballo de Fin de Grao presentado na Facultade de Filoloxía da  
Universidade de Santiago de Compostela para a obtención do Grao en  
Linguas e Literaturas Modernas

Xuño 2019



FACULTADE DE FILOLOXÍA

# **Traballo de Fin de Grao**

## **La Révolution tranquille : construction du bilinguisme institutionnel au Québec**

Alexandra Vázquez Mera

A handwritten signature in black ink, reading 'Alexandra', with a stylized flourish at the end.

Titor: Carlos Pérez Varela

Traballo de Fin de Grao presentado na Facultade de Filoloxía da  
Universidade de Santiago de Compostela para a obtención do Grao en  
Linguas e Literaturas Modernas

Xuño 2019



FACULTADE DE FILOLOXÍA

CUBRIR ESTE FORMULARIO ELECTRONICAMENTE



### Formulario de delimitación de título e resumo

Traballo de Fin de Grao curso 2018/2019

APELIDOS E NOME:	Vázquez Mera, Alexandra
GRAO EN:	Linguas e Literaturas Modernas
(NO CASO DE MODERNAS) MENCIÓN EN:	Francés
TITOR/A:	Pérez Varela, Carlos
LIÑA TEMÁTICA ASIGNADA:	Francofonía

SOLICITO a aprobación do seguinte título e resumo:

**Título:** La Révolution tranquille : construction du bilinguisme institutionnel au Québec

**Resumo** [na lingua en que se vai redactar o TFG; entre 1000 e 2000 caracteres]:


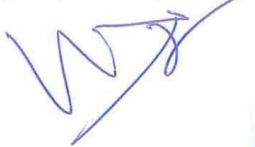

Les années 1960 sont pour le Québec une étape de modernisation. Quand le gouvernement libéral de Jean Lesage arrive au pouvoir, de nombreuses réformes sociales et politiques sont accomplies. Souvent appelée « Révolution tranquille », cette période historique permet au Québec de rattraper son « retard », aussi bien que de prendre une conscience identitaire et linguistique en s'affirmant en opposition au Canada anglophone.

Comme la Loi sur les langues officielles de 1969 l'établit, le Canada est une nation institutionnellement bilingue. Alors que le bilinguisme individuel permet les locuteurs de choisir librement la langue qu'ils veulent employer, et que le bilinguisme territorial établit les frontières à l'intérieur desquelles les individus peuvent adopter telle ou telle langue pour communiquer avec l'organisme public, le bilinguisme institutionnel efface les divisions provinciales afin d'établir un modèle respectueux des minorités linguistiques.

Dans notre travail, nous allons aborder les changements dans la structure des institutions fédérales qui ont mis les deux langues officielles du Canada au même niveau en matière de droits. Pour cela faire, on va étudier les mesures législatives prises par le gouvernement canadien en ce qui concerne l'aménagement des langues en question. Mais, pour bien comprendre toutes les faces du conflit, on va aussi analyser la réalité linguistique au moyen des données sociales, démographiques et scolaires.

Santiago de Compostela, 06 de novembro de 2018.

SRA. DECANA DA FACULTADE DE FILOLOXÍA (Presidenta da Comisión de Títulos de Grao)

Sinatura do/a interesado/a	Visto e prace (sinatura do/a titor/a)	Aprobado pola Comisión de Títulos de Grao con data <b>16 NOV. 2018</b>
		 Selo da Facultade de Filoloxía

SRA. DECANA DA FACULTADE DE FILOLOXÍA (Presidenta da Comisión de Títulos de Grao)

## Table de matières

<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>A. Langue et société : les enjeux de la globalisation.....</b>	<b>2</b>
1. Le marché des langues.....	2
2. Entre le lys et la rose.....	5
<b>B. Les années 1960 : Maîtres chez nous .....</b>	<b>8</b>
<b>C. Le transfert linguistique .....</b>	<b>10</b>
1. Le renversement du transfert : les mesures .....	13
2. L'aménagement linguistique .....	14
a. Mise au point d'une stratégie .....	15
b. L'organisation des efforts.....	16
c. Évaluation des résultats et surveillance .....	19
3. La portée des mesures.....	19
4. L'abandon de l'abandon .....	21
<b>Synthèse et futur du français en Amérique du Nord .....</b>	<b>22</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>24</b>
<b>Références .....</b>	<b>25</b>

## Introduction

La victoire du Parti Libéral dans les élections provinciales de 1960 marque le début de la *Révolution tranquille*. Une période de l'histoire du Québec caractérisée par des transformations radicales au niveau politique, économique et social : sécularisation de la société, promotion de l'industrie et construction d'une identité propre axée sur un territoire et une langue commune.

Ces transformations vont mener les Québécois à une revendication linguistique sans précédent afin de récupérer les domaines que le français avait historiquement perdu. Les intérêts polarisés entre les deux *Nations fondatrices* présents dès le début de l'époque coloniale seront aggravés en raison des différences identitaires. Les événements des années 1960 sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase, ils vont déstabiliser la configuration de la fédération canadienne en la jetant dans le gouffre de la scission. Alors Ottawa va aller à la source des plaintes des francophones en légiférant le rapport entre les deux langues nationales depuis la Constitution canadienne de 1867.

Dans la plupart des cas, la législation linguistique vise à protéger la langue démographiquement moins puissante. Au Québec, le français était la langue du 80 % de la population, néanmoins elle se trouvait en situation de désavantage. Il s'agissait tout d'abord d'un bousculement de prestige qui faisait croire à un risque de disparition : l'apprentissage de l'anglais posait des avantages économiques dans le monde industriel, tandis que le français était la langue liée à l'agriculture et à l'Église catholique. Le poids de l'anglais augmentait pendant que les francophones devenaient de plus en plus une minorité à l'intérieur de leurs propres frontières. Il ne s'agissait pas de faire du français la seule langue parlée par les québécois, « mais bien d'empêcher le processus opposé, c'est-à-dire que vienne à dominer avec le temps une langue unique qui serait autre que celle de la minorité » (Larose, 2004 : 183).

Dans les années 1980 la théorie de la planification linguistique proposée par Jean-Claude Corbeil pour le cas du Québec était « à l'étape de contrôle » (1986 : 65) alors l'impossibilité d'en tirer de conclusions définitives. Dix ans plus tard, dans *Reversing Language Shift* (1991), Fishman qualifie de succès les initiatives de revitalisation linguistique entreprises au Québec dans les années 1960. Alors, comment et en dans quelle mesure l'intervention sur les langues a-t-elle réussi dans la construction d'un rapport de stabilité entre les deux *Nations Fondatrices* du Canada ? après les deux référendums sur la souveraineté et les affrontements constants entre les intérêts des deux communautés, est-ce qu'encore aujourd'hui nous pouvons qualifier de succès les mesures prises à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ?

Voici les questions principales que nous allons nous poser, et nous allons le faire du point de vue de l'histoire économique en tant que deux peuples avec des ambitions antagoniques. Et puisque l'analyse isolée des mesures linguistiques ne peut pas saisir totalement la relation Québec-Canada, nous allons alors l'inscrire dans des dynamiques économiques et sociales, étatiques et nationales.

Ce travail va alors traiter la portée législative des rapports entre les deux communautés linguistiques. L'analyse du panorama actuel des droits en matière de langues doit passer par une étude de l'évolution des contacts entre les deux civilisations fondatrices, étude que nous allons situer dans le cadre de la sociolinguistique et de l'évolution du nationalisme. Tout d'abord, nous tracerons l'évolution de la société canadienne dans ses relations avec le développement industriel et dans le rôle que les successifs changements entraînent sur le plan linguistique : dès la conquête du Québec jusqu'à la transformation de la province dans les années 1960. Après, nous allons dresser un bilan de la situation dans laquelle les principales mesures sont prises et leurs conséquences à travers l'analyse des données démographiques. La troisième partie du travail va alors traiter les questions purement linguistiques : les origines de l'affaiblissement du français au Canada, les lois proposées et les lois adoptées. Nous allons dans un dernier point réfléchir à propos la vitalité à long terme du français à l'intérieur de la province et au sein de la communauté anglophone et des francophones hors Québec.

### **A. Langue et société : les enjeux de la globalisation**

Pour Fishman, l'abandon de la langue maternelle au profit de l'adoption d'une autre langue est un effet secondaire de la globalisation. Ce phénomène, le transfert linguistique, se nourrit des progrès techniques et de la croissance des interactions à l'échelle mondiale. Lorsque Trudeau affirmait dans une interview en 2015 (Lawson, Déc. 8, 2015) que le Canada était un *état post-national* il était en train d'inscrire la fédération dans une dimension transnationale, globale, connectée à l'économie globale par un réseau d'échanges internationaux de biens, services et individus. Cette augmentation entropique de contacts entre individus accroît le contact entre langues, ce qui pousse la communication à un équilibre qui favorise l'apparition d'une langue qui monopolise tout affaire.

#### **1. Le marché des langues**

Dans les années 1960 la langue qui le monopolisait tout au Canada était l'anglais, langue qui se nourrit de la globalisation des marchés, de la culture de masses américaine et de la création des organisations internationales. La survie du français en Amérique du Nord commençait ainsi

à inquiéter les Québécois, jusqu'ici replis autour d'une frontière, une croyance et une langue commune. Cette époque de bouleversement politique est l'achèvement d'un long cheminement de rapports conflictuels qui remontent à l'époque d'établissement des premières colonies canadiennes.

Pour contextualiser les événements des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, nous allons alors essayer de tracer le parcours des deux communautés linguistiques à travers l'analyse des différents modèles économiques et sociaux implantés : la société agricole sous l'empire et la société industrielle sous l'état-nation. Par ailleurs, l'approche de Gellner (1983) nous permettra d'évaluer les successives fonctions que les langues remplissent à l'intérieur des diverses communautés d'individus.

Le français arrive en Amérique au XVI<sup>e</sup> siècle avec l'établissement colonial dans le golfe du Saint-Laurent. Dès le début, le contact avec les autochtones est marqué par le trafic de la fourrure, commerce que bientôt sera la cible des querelles avec les Anglais. Les luttes seront ainsi menées pour le contrôle des ressources économiques telles que la chasse et la pêche. Mais ce conflit n'est qu'une petite partie du grand tableau, il s'inscrit dans le cadre de la lutte des puissances européennes pour la conquête du monde (pour une analyse plus approfondie voir Havard, 2003)

La Guerre des Sept Ans (1756-1763) affaiblit énormément la présence française en Amérique du Nord. À la suite de sa défaite, la France signe le Traité de Paris (1763), renonce définitivement au Canada et opte plutôt pour une stratégie de laissez-faire en penchant ses énergies vers une prise de pouvoir en Europe. Néanmoins, l'Acte du Québec (1774) permet de garder l'héritage français : le droit civil, l'Église catholique et la langue française, des particularités qui peu à peu vont façonner le caractère de la province par opposition au reste du Canada. Par la suite, le Québec restera une colonie sous l'administration de l'empire britannique.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle le Canada est une civilisation agricole. Pour Gellner (1983) dans ce modèle de société les divisions entre les individus sont très marquées, du fait qu'ils sont hiérarchisés selon une division du travail. La communication avec des étrangers n'est pas si habituelle alors les individus n'ont pas besoin d'une langue commune standard. Dans ces sociétés l'Église occupe la fonction de rassembleur, bien sûr la langue de la liturgie est différente de celle du peuple, mais cela n'entrave pas des problèmes de prestige entre les deux codes.



L'union des colonies britanniques se fait avec l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ou *Loi constitutionnelle de 1867*. Le Canada se construit alors en tant que confédération de provinces rassemblées sous le dominion de l'Empire britannique. Ce texte établit les bases de la Confédération canadienne et dans son article 133 figure une reconnaissance rudimentaire de l'usage du français et de l'anglais dans la loi. Bien que le bilinguisme officiel n'est pas encore établi, l'usage des deux langues est désormais obligatoire dans la rédaction des lois, et facultatif dans les communications avec les tribunaux.

Après la conquête, l'Angleterre dirige l'économie, l'industrie et les institutions politiques, juridiques et administratives (Corbeil, 1976). Ce rapport de domination établit au Québec a été parfois analysé en termes de double colonisation ou de double abandon. Le Québec étant ainsi oublié à la domination, à la fois, de l'empire britannique et des anglophones du Canada.

La conquête met brusquement le pays sous le coup d'un gouvernement qui ne connaît d'autres intérêts que ceux du commerce ou qui ne s'occupera de la chose agricole que pour tailler des royaumes à ses favoris dans le domaine public (Asselin, 1927 : 16).

Le XIX<sup>e</sup> siècle voit l'émergence des états-nations avec le passage de la société agricole à la société industrielle (Gellner, 1983). L'ancienne société agricole était fortement hiérarchisée et recentrée au tour de la famille et la religion, maintenant l'Église n'est plus le rassembleur du peuple, elle est remplacée par l'État. Le nouveau modèle de société affaiblit les liens entre les individus au profit d'un sentiment national plus fort à travers le partage d'une identité commune. L'appareil de l'État va néanmoins renforcer la création d'une certaine homogénéisation qui, à travers l'extension de l'alphabétisation, va transmettre une culture et une langue standard. Ce modèle industriel suppose une augmentation de l'échange communicatif entre les individus avec le passage d'une économie agraire à une économie dominée par les machines, les villes sont alors les centres de réassemblage de personnes qui proviennent de très différents milieux et origines culturelles et linguistiques : la population de Montréal (jusqu'à 1970 la capitale commerciale du Canada) se multiplie ainsi par quatre entre 1891 et 1931 (Statistiques Canada).

De cette façon, après la désintégration des empires, les citoyens nous apparaissent rassemblés, selon Renan, par une volonté d'être ensemble, « un plébiscite de tous les jours ». Nous voyons alors l'émergence des nations centrées autour d'un noyau politique, l'émergence

des états-nation : des territoires avec des frontières bien délimitées à l'intérieur desquelles les individus sont sous le control d'un pouvoir étatique.

Le dominion canadien devient une nation souveraine en 1931 avec le Statut de Westminster. Le Statut confère une indépendance législative au Canada. Le pays commence alors un procès de construction de la nation ou « nation-building ». Cela suppose la mise en place d'une nouvelle identité partagée qui ne garde plus les symboles de la domination britannique. Le *Red Ensign* est remplacé par l'*Unifolié* en 1965 et la *Fête du Dominion* qui commémorait l'union des colonies britanniques est renommée *La fête du Canada* en 1982.

## 2. Entre le lys et la rose

*Speak white*

soyez à l'aise dans vos mots

nous sommes un peuple rancunier

[...]

dans la langue douce de Shakespeare

avec l'accent de Longfellow

parlez un français pur et atrocement blanc

(Michelle Lalonde, 1968)

Le cheminement vers l'industrialisation est calme à moins qu'il existe un conflit culturel sous-jacent dans la communauté, « only when a nation became a class, a visible and unequally distributed category in an otherwise mobile system, did it become politically conscious and activist » (Gellner, 1983 : 121).

La nature même de l'état-nation réside dans l'exercice centraliste du pouvoir. Une unité territoriale fait appel à une unité économique, qui entraîne par ailleurs une unité idéologique et linguistique (Bourque et Laurin-Frenette, 1972). Cela, couplé avec l'augmentation continue d'échanges entre deux sociétés différentes, fait ressortir des inégalités autrement cachées (Gellner, 1983). Les sociétés vont alors rivaliser pour le control des ressources.

Jean-Charles Falardeau (1965) distingue deux phases dans l'industrialisation du Québec. À la première nous voyons la participation des francophones, mais à la seconde « les innovations techniques furent littéralement implantées chez nous par des ingénieurs anglophones » (1965 : 103). Faucher et Lamontagne (1952) précisent les dates de ces deux phases d'industrialisation. La première va de 1866 à 1911, à ce moment-là « les deux principales denrées en demande étaient le bois et le grain » (1952 : 9). L'industrie navale était

le moteur de l'économie de la côte Atlantique du continent nord-américain, le Saint-Laurent devient alors une route de navigation commerciale très puissante et la province connaît un essor qui fait de l'économie québécoise l'une de celles dont la croissance est la plus rapide au Canada.

Mais lorsque l'industrie du charbon et de l'acier gagnent en importance, la province passe au second rang et le noyau de l'économie canadienne se déplace ainsi au centre du pays. À ces conditions économiquement défavorables s'ajoute l'émigration des Québécois vers la Nouvelle-Angleterre et l'enfermement de la population autour du secteur de l'agriculture : « the French-speaking politicians and clergy preferred a weak and inactive provincial government, as did the English-speaking economic elites » (Esman, 1987 : 396). Voici les premiers indices du décalage Québec-Canada.

Après 1911, une nouvelle période de l'industrialisation s'ouvre. L'acier et le charbon perdent le monopole de l'exploitation et la province devient alors le principal délivreur de matières premières grâce à son abondance de ressources naturelles d'origine forestière, minière et hydroélectrique. Mais ces matières premières seront exploitées par l'économie nord-américaine, « en général, le personnel de direction et les cadres sont étrangers, de langue anglais » (Corbeil, 1976 : 8). En plus, les principaux postes des entreprises sont occupés par des anglophones, ce qui conditionne fortement les rapports de domination et de prestige entre les deux langues, pendant que l'anglicisation des masses ouvrières fait son chemin.

« L'anglais a été la langue de l'industrialisation » (Corbeil, 1976 : 18) et lorsque les francophones veulent y accéder, ils doivent l'employer. La division entre les deux langues se traduit ainsi par une division en classes sociales et revenus économiques. Les langues vont configurer peu à peu des entraves pour que les minorités n'aient pas accès à l'économie ou au contrôle des institutions. Mais comment est-ce qu'on arrive à cette prise de conscience des années 1960 ?

Corbeil (1976) trace un lien entre la situation de la province et la naissance de trois idéologies qui se succèdent par ordre chronologique. La première est l'*idéologie de la conservation* (1840-1945), définie par un repli du Québec au tour de l'agriculture et de l'Église catholique. Cette période coïncide avec le déplacement, mentionné plus haut, des exploitations industrielles vers le centre du pays (vers les Pairies canadiennes).

Entre 1945 et 1960 Corbeil voit l'imposition de l'*idéologie de rattrapage*, qui embrasse l'industrialisation et qui voit dans les États-Unis un modèle à imiter. La période avant les

années 60 est ainsi définie en termes de *retard* économique qu'il faut rattraper. Représentation qui sera révisée en inscrivant les enjeux économiques dans un cadre plus complexe (Beauchemin et Bourque, 1998). À savoir, la fin du XX<sup>e</sup> siècle voit l'émergence d'une lecture dite « révisionniste » de l'histoire du Québec, une lecture qui ne repose pas sur des termes antagoniques tels que tradition/modernité, nationalisme ethnique/nationalisme civique, catholicisme/laïcisme, retard/rattrapage, Grande Noirceur/Révolution tranquille (voir Rudin, 1995).

Mais pour en revenir à la thèse de Corbeil, c'est entre 1960 et 1962 avec la Révolution tranquille que l'émergence de la troisième idéologie a lieu, « une période exaltante de déblocage, qui fera naître cependant des inquiétudes d'abord sourdes » (Corbeil, 1976 : 13). Quand, lors des élections de 1960 le Parti libéral du Québec (PLQ) de Jean Lesage emporte la victoire, la province commence une période de renouvellement de ses institutions et de son économie. Le Québec cherche l'exploitation de ses propres ressources, avec l'élimination de la main d'œuvre anglophone dans son économie : les principaux postes des entreprises étaient occupés par les anglophones, cependant les francophones se situaient dans les échelons inférieurs (Fenwick, 1981).

La province a besoin d'une autonomie financière, d'un territoire propre, d'une identité propre, d'une langue propre. On voit alors la nationalisation de la source la plus importante de son économie – la compagnie d'électricité –, la création du ministère de l'Éducation, du Conseil supérieur de l'éducation et de l'Office de la langue française et la sacralisation de la société. L'Église n'est désormais le rassembleur du peuple, un peuple qui jusqu'à présent était défini en termes d'agriculture et religion. Ce passage d'une identité ethnique (soudée à un sentiment d'appartenance historique) à une identité civique entraîne l'abandon d'un partage folklorique comme élément central de la reconnaissance mutuelle. Il s'agit maintenant d'une ouverture vers une dimension identitaire orientée vers l'intégration, dans laquelle la langue va occuper la place d'honneur.

Le terme de *Révolution tranquille* désigne une période de l'Histoire du Québec où on voit la mise en place d'un processus de rattrapage économique et culturel. Le « province building » est à la source de la naissance d'une identité liée aux frontières, une nouvelle identité qui engendrera un nouvel individu : le *Québécois*, jusqu'à ici appelé Canadien-français. C'est justement la Révolution tranquille la clef de voûte de la configuration de la « nation sans État » québécoise. À l'intérieur de la communauté francophone pousse une revendication des

symboles propres, et l'arme des anglophones devient le drapeau des francophones. Lorsque Michèle Lalonde lance son « Speak white and loud / qu'on vous entende » elle détourne une phrase née dans l'esclavage nordaméricain et longtemps jetée aux francophones, pour défendre sa langue.

Les Québécois cherchent à se démarquer du reste du Canada mais aussi de la France. Pendant que le gouvernement du Québec va mettre en place un projet de standardisation du français, les écrivains et les chanteurs vont faire entendre leur voix en revendiquant le *joual* en tant que dialecte des classes ouvrières. *Les Belles-sœurs* (1968) de Tremblay dans le théâtre, le roman *Pleure pas, Germaine* (1965) de Claude Jasmin, ou les chansons de Robert Charlebois servent à améliorer le statut du sociolecte montréalais.

La période qui suit 1962 suppose un raffermissement de l'identité et du passé québécois, la naissance d'une nation nouvelle avec des intérêts nouveaux. Le premier ministre du gouvernement du Québec, va toujours tracer la route à suivre avec son fameux « maitres chez nous » et « c'est le temps que ça change ». Le futur de la province est maintenant en mains des Québécois et c'est à eux de le contrôler :

Pendant trop longtemps, notre économie a été fondée sur l'agriculture, l'exploitation forestière, les communications, etc. Les industries de transformation n'ont été créées chez nous qu'avec un retard considérable. Dès l'origine, nous avons manqué de ; techniciens. Les véritables cadres du pays étaient les prêtres, qui assumèrent les responsabilités les plus diverses, - on dit même qu'en certaines circonstances ils jouèrent les sages-femmes -, car ils étaient les seuls possédant une certaine instruction. C'est ainsi que, faute de spécialistes, furent négligées les industries de transformation. Contrôlé par l'Église, l'enseignement mit l'accent sur les lettres et non pas sur les sciences (Lesage, lors d'un voyage officiel à Paris. *Le Monde*, 12 octobre 1961).

## **B. Les années 1960 : Maîtres chez nous**

Je vais rejoindre les brûlants compagnons  
dont la lutte partage et rompt le pain du sort commun  
dans les sables mouvants des détresses grégaires  
  
nous te ferons, Terre de Québec  
lit des résurrections  
et des milles fulgurances de nos métamorphoses

(Gaston Miron, *L'octobre*)

D'après la *Loi Constitutionnelle de 1867*, l'État canadien repose sur le principe de partage de compétences entre l'ordre fédérale et celle des États membres en configurant ainsi deux ordres de gouvernement. Cette dualité étatique octroi une certaine autonomie aux provinces dans leurs domaines d'action, néanmoins elles doivent répondre toujours devant le cadre fédéral. Bien sûr, nous parlons ici de fédéralisme et non pas de décentralisation du pouvoir.

Ce modèle étatique en vigueur depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, ne semble plus valable après les progressives transformations économiques et identitaires des années 1960. Ces transformations font penser à la nécessité d'un changement aussi sur le plan politique : elles vont semer l'idée que la survie du Canada francophone ne pourra se faire qu'à travers l'élimination de la domination étrangère. « L'État québécois pouvait devenir un instrument de promotion collective et dès lors, pourquoi ne pas faire coïncider l'État et la nation ? » (Monière, 1977 : 298).

Lors des deux Guerres Mondiales le fossé entre les deux peuples fondateurs se traduit par les crises de la conscription de 1917 et 1944. Lors de la promulgation d'enrôlement obligatoire aux Guerres, les Canadiens français vont s'y opposer en masse. Il s'agit tout d'abord d'un désaccord sur la participation des citoyens : pendant que les anglophones vont suivre les décisions de l'Angleterre sans hésitation, les francophones ne veulent pas faire partie à une guerre européenne. Ces crises cachent, par ailleurs, la réalité des clivages entre deux communautés avec deux visions divergentes. Mais, peut-être le conflit le plus sanglant arrive quelques années plus tard.

La crise éclate en octobre 1970. Un diplomate du Royaume-Uni est enlevé et le ministre provincial du Travail est assassiné. Derrière ces crimes se trouvait le Front de libération du Québec (FLQ), une cellule terroriste d'idéologie nationaliste qui prônait par la force la totale indépendance du Québec. Ce mouvement terroriste qui est en état de gestation depuis 1960, s'inscrit dans le contexte de libération nationale de la décennie (la révolution à Cuba, au Vietnam ou les Black Panthers aux États-Unis). Les conséquences : manifestations ouvrières et grèves illégales se succèdent à Montréal auxquelles le gouvernement fédéral réagit avec l'envoi de l'armée canadienne. Le Premier ministre fait alors entendre son « just watch me » et décrète la Loi sur les mesures de guerre dans tout le Canada. Le gouvernement de Trudeau va alors emprisonner à des artistes, journalistes et militants de la cause indépendantiste, des événements qui seront imprimés dans la conscience québécoise avec des flots d'encre : Gilles

Vigneault, Paul Chamberland et Gaston Miron, entre autres, vont mettre la poésie au service de la révolution séparatiste.

Pierre Elliott Trudeau va répondre au discours indépendantiste avec la promotion d'un nationalisme fédéral : une politique presque symbolique de multiculturalisme afin de diminuer le poids de la cause francophone en la réduisant au statut de minorité ethnique (Helly, 1996). L'apogée des revendications des Québécois arrive dans les années 1980. La décennie commence avec le référendum québécois pour la souveraineté dans lequel le « oui » perd avec le 40,5 %.

Les conséquences de la question référendaire sont encore visibles en 1981 lors de la conférence constitutionnelle afin d'introduire quelques modifications à la Constitution du Canada. Cette réforme touchait certaines dispositions de la *Charte de la langue française*, alors les négociations seront dès le début marquées par l'opposition du Québec. Le premier ministre de la fédération réunit les chefs des provinces canadiennes pour arriver à un pacte dans la nuit du 4 au 5 novembre 1981, la fameuse *nuit des longs couteaux*. Trudeau, avec l'appui de neuf provinces du Canada, signe l'accord pendant que René Levesque (premier ministre du Québec) est absent et la *Loi constitutionnelle de 1982* est ainsi votée sans l'adhésion de la province francophone. En 1987 (accord du lac Meech) et en 1992 (accord de Charlottetown) le gouvernement fait pression sur le Québec afin d'obtenir sa signature. Néanmoins, les échecs consécutifs n'ont servi qu'alimenter le discours souverainiste québécois. Ainsi, un nouveau référendum est voté en 1995, cette fois-ci, le « oui » atteint le 49,42 %.

Pas encore aujourd'hui les deux nations n'ont pas su régler leurs différences. Les disputes arrivent lorsque on touche les domaines qui sont de la compétence partagée de l'ordre du fédéral et du provincial, et la langue en est un.

### **C. Le transfert linguistique**

Lorsque deux langues se trouvent en contact dans une communauté donnée, leurs rapports ne sont pas toujours équilibrés. Les individus ont ainsi tendance à abandonner leur langue maternelle en faveur d'une autre qui présente un quelconque avantage. Alors la nouvelle langue va devenir la langue du foyer et la langue maternelle transmise à la génération suivante, en effectuant ainsi une substitution totale. Ce phénomène reçoit le nom de transfert linguistique ou *language shift*.

Une langue est alors un fait social, « au sein de la société, la langue remplit diverses fonctions » (Corbeil, 1986), elle répond aux besoins communicatifs des individus, mais aussi à des pressions externes à la langue : aux intérêts individuels d'amélioration économique ou d'affirmation d'appartenance à une communauté d'individus (Pool, 1979).

nous ne sortons pas l'instrument-langue de son étui lorsque nous avons besoin de communiquer pour l'y ranger ensuite [...] Il existe en effet tout un ensemble d'attitudes, de sentiments des locuteurs face aux langues, aux variétés de langues et à ceux qui les utilisent, qui rendent superficielle l'analyse de la langue comme un simple instrument (Calvet, 1999)

Alors les langues ont été parfois assimilées à des organismes vivants dans la mesure où elles naissent, évoluent et meurent. La perte de locuteurs est un effet déclencheur de la mort des langues mais il n'est pas le seul outil de mesure. Au Québec, la situation du français dans le moment d'adoption des lois linguistiques des années 1960 a été analysée par Bourhis (2001) en faisant attention à trois dimensions : démographique, de pouvoir et de statut.

« L'évolution démographique d'une population définie selon une langue est soumise aux facteurs suivants : la natalité, la mortalité, les transferts linguistiques et les phénomènes migratoires » (Québec, 1996). Alors la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle voit la diminution du français comme langue maternelle, pas seulement à cause du transfert linguistique, mais aussi en raison du déclin du taux de natalité et de l'émigration. Le nombre d'enfants par femme au Québec était de 4.0 en 1931, taux qui diminue de moitié en 1971 (Statistiques Canada). En plus, les immigrants qui arrivent au Québec choisissent des écoles anglaises pour leurs fils, ou bien parce qu'ils voient des avantages dans l'adoption de l'anglais, langue des affaires, ou bien parce que les écoles protestantes acceptent n'importe quelle religion, tandis que les écoles françaises seulement admettent des enfants de familles catholiques.

Cette variable démographique comprend la transmission intergénérationnelle de façon naturelle et les mariages interlinguistiques (Barreña, 2007), la présence de la langue dans le noyau familial, amical et communautaire, et le rôle des milieux urbains dans la déstabilisation de ces liens (Fishman, 1991). Dans la région de l'Île-de-Montréal, l'évolution des recensements confirme les tendances visibles dans l'ensemble du Québec : le français est de moins en moins la langue de la majorité, le pourcentage de francophones en 1971 est de 61,2 % et vingt ans plus tard de 56 % (Statistiques Canada).



En effet, l'effectif des communautés linguistiques a été mesuré, aussi bien que son évolution, afin de surveiller la vitalité des langues en question. Le français était la langue maternelle du 5,2 % des canadiens hors Québec en 1981, dont le 29 % déclaraient parler l'anglais le plus souvent au foyer (Statistiques Canada). En plus, l'analyse de l'évolution du transfert linguistique (TABLEAU 1) offre des perspectives défavorables hors Québec.

Néanmoins, le panorama à l'intérieur de la province est différent : « en 2011, environ 12 % de la population de langue maternelle anglaise au Québec avaient effectué un transfert linguistique, essentiellement vers le français » (Houle et Corbeil, 2017 : 48). Nous constatons ainsi un changement en faveur de cette langue : le chiffre des transferts augmente chez la communauté anglophone au Québec, tandis que le nombre des francophones ayant effectué un transfert linguistique à l'intérieur de la province vers l'anglais continue à baisser légèrement.

TABLEAU 1. Proportion de la population ayant effectué un transfert linguistique, selon la langue maternelle, Canada, Québec, Canada hors Québec, 1981 et 2011

	langue maternelle					
	Anglais		Français		Autre	
	1981	2011	1981	2011	1981	2011
Canada	0,8	1,0	5,5	6,4	43,8	37,6
Québec	7,5	11,8	1,6	1,4	29,8	35,7
Canada hors Québec	0,5	0,6	28,8	39,8	46,0	37,9

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 1981 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Bourhis analyse ensuite la variable de support institutionnel, afin de déterminer la vitalité des langues en question. Il s'agit ici de la représentation dans les médias, les sports, l'éducation ou les décisions et l'administration de l'État. La présence dans les structures institutionnelles de pouvoir garanti un statut favorable aux langues, un certain prestige (troisième variable pour Bourhis). Dans cet aspect, le français jouissait de vitalité, il était présent dans l'administration provinciale et nationale, aussi bien que dans les médias et l'enseignement. Le français était une langue de prestige vis-à-vis les institutions étatiques mais, dans une échelle en quelque sorte imaginaire, il occupait le second rang par rapport à l'anglais. Bourhis (2001) affirme que cette tendance était surtout visible dans les principales zones de contact entre les deux groupes linguistiques : le monde du travail à Montréal et les frontières avec l'Ontario et les États-Unis.

## 1. Le renversement du transfert : les mesures

Fishman établit dans *Reversing Language Shift* (1991) 8 étapes dans le renversement du transfert linguistique. Le but est de déterminer à quelle étape du transfert une langue donnée se trouve afin de proposer les mesures les plus efficaces pour sa revitalisation. Les étapes configurent une échelle qui va de l'atteinte d'une situation diglossique (étape 8 : reconstruction de l'acquisition de la langue dans la population adulte) à son dépassement (étape 1).

Dans cette échelle, les mesures des années 1960 se situent dans la francisation des étapes 3, 2 et 1 : le monde des affaires local/régional (3), les médias et les organes du gouvernement (2) et l'éducation, les institutions gouvernementales et le monde des affaires et des médias au niveau national (1). En effet, l'anglais était la langue de l'ascension économique, alors l'apprentissage du français ne constituait pas un atout, et par conséquent « francophone parents were becoming more concerned about their children's mastery of English than their mastery of French » (Fishman, 1991 : 193).

La question linguistique passe ainsi au premier plan et les principales mesures vont être prises sous le gouvernement libéral de Lesage pour essayer de renverser le transfert linguistique. Il faut un changement dans les dynamiques de pouvoir entre les langues, l'État va donc intervenir dans les questions langagières afin de mener à bien un rapport d'inégalité entre la communauté anglophone et celle francophone. Les mesures prises par le gouvernement provincial se succèdent ainsi comme réponse à celles prises par le gouvernement fédéral et vice versa.

1963	Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme [Canada]
1968	Commission d'enquête sur la situation de la langue française et des droits linguistiques [Québec]
1969	Loi sur les langues officielles [Canada] Loi pour promouvoir la langue française ou « Loi 63 » [Québec]
1974	Loi sur la langue officielle ou « Loi 22 » [Québec]
1977	Charte de la langue française ou « Loi 101 » [Québec]
1982	Charte canadienne des droits et des libertés [Canada]

## 2. L'aménagement linguistique

Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone, la langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité (préambule de la *Charte de la langue française*).

Plusieurs sont les termes employés pour décrire les efforts conscients d'intervention sur une langue, sur son statut et sa structure. Corbeil (1980) différencie entre une action sur les langues imposée par l'État ou *planification linguistique* et *aménagement linguistique* en tant que mesures prises par un effort collaboratif à long terme entre État et usagers. La planification linguistique est ainsi définie comme l'activité entreprise par une agence ou une personne pour l'établissement normative des changements dans l'orthographe et/ou la grammaire (Kloss, 1969 et Haugen 1966). Si la structure de la langue est la cible de l'activité de planification nous parlons de *corpus planning* et si nous nous intéressons plutôt à la fonction sociétale d'une langue ou à la perception que la communauté a à propos une langue nous parlons de *language status planning* (Fishman, 1991 : 81).

Nous allons employer ici le concept d'aménagement linguistique puisqu'il met en avant le rôle des locuteurs dans le procès de renversement conscient du transfert linguistique et nous allons, en ligne avec la thèse de Bourhis, donner la primauté à la dimension sociale de la langue en nous intéressant au phénomène de l'intervention sur le statut. Juste un dernier point, nous devons nous rappeler qu'au moment où les lois que nous venons d'énoncer sont adoptées, la seule législation linguistique en vigueur était la *Loi constitutionnelle de 1867*, un document qui en matière de langues a une portée extrêmement limitée.

L'aménagement linguistique des années 1960 au Québec suppose alors la mise en place de mesures ethnolinguistiques visant l'amélioration de la vitalité et du statut du français. Dans ce processus de revitalisation langagière, les différents auteurs délimitent plus ou moins les mêmes pas vers l'établissement d'une théorie de la planification linguistique pour le cas du Québec. Nous allons principalement nous appuyer sur la théorie de Corbeil (1986) et sur celle de Guespin et Marcellesi (1986) :

a. *Mise au point d'une stratégie.* Pour Fishman (1991) celui-ci est le premier niveau de l'aménagement d'une langue. Cela « suppose que l'on connaît fort bien la situation linguistique de départ » (Corbeil, 1986). Cette information doit aller envers deux directions : en direction des « décideurs » et en direction des utilisateurs (Guespin et Marcellesi, 1986) : les responsables politiques établissent les lois, mais elles doivent être appuyées par la communauté. Et puisqu'il s'agit des efforts menés par un engagement au même temps des individus et des institutions, nous ne pouvons oublier jamais le rôle de ces dernières :

Ces considérations expliquent pourquoi la Charte de la langue française est constituée surtout de dispositions qui ont pour objet de déterminer le comportement linguistique des institutions, c'est-à-dire la langue de la législation et de la justice, la langue de l'Administration, la langue des organismes parapublics, notamment des ordres professionnels, la langue du travail, la langue du commerce et des affaires, la langue de l'enseignement (Corbeil, 1986 : 257)

Une fois nous avons analysé l'état de départ « il faut ensuite définir les caractéristiques de la situation que l'on souhaite, que se fixe comme situation cible » pour après « mettre au point une stratégie qui permettra de passer de la situation de départ à la situation cible » (Corbeil, 1978 : 62). Chaque stratégie répond ainsi aux caractéristiques particulières d'une communauté donnée.

Le gouvernement canadien de Pearson va alors constituer une Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (aussi, Commission Laurendeau-Dunton) en 1963 afin d'identifier la cause du malaise du peuple québécois suite à la Révolution tranquille. Il s'agit d'une étude de consultations à la société : mémoires reçues et audiences tenues. Elle était présidée par André Laurendeau, directeur du journal montréalais *Le Devoir*, et par Davidson Dunton, recteur de l'Université Carleton à Ottawa. La commission comptait dix commissaires bilingues, un par province. Le rapport préliminaire, publié en 1965, attribuait les conflits entre les deux communautés du Canada à la manque de pouvoir et contrôle économique de la part des francophones.

Elle recommandait que « toute province canadienne dont la minorité linguistique officielle atteindra ou dépassera dix pour cent déclare qu'elle reconnaît l'anglais et le français comme langues officielles » en dressant ainsi un bilan négatif de la vitalité de la langue française au Canada. Le rapport visait à la constitution de districts bilingues dans les provinces à l'intérieur desquels l'enseignement serait homogène en anglais et français. En effet, le risque

d'assimilation était préoccupant : là où le nombre des francophones était minoritaire, on assistait à une assimilation de ce groupe, plus faible, de la part du groupe anglophone dominant. La commission sert, de cette façon, à repérer et à rendre objectif le sentiment d'injustice du peuple francophone.

La seconde des enquêtes est cette fois commandée par le gouvernement provincial en 1968. La Commission d'enquête sur la situation de la langue française et des droits linguistiques au Québec était présidée par Jean-Denis Gendron, linguiste québécois. Le rapport final, publié en 1973, aborde les questions les plus pressantes : travail et éducation, domaines étroitement liés. En 1971, le pourcentage de francophones âgées de 25 à 39 avec un diplôme d'études supérieures était inférieur à celui des anglophones : 9 % et 18 % respectivement (Québec, 1996). Dès lors, l'anglais était la langue prédominante du monde des affaires au Québec, « le français n'apparaît utile qu'aux francophones » (Québec, 1972).

Encore, Fishman souligne en 1991 que la cible des mesures doit être le domaine scolaire, ou plus généralement l'assurance de l'apprentissage et de la transmission de la langue. Corbeil (1986) identifie les mêmes menaces que Fishman (1991) et que les directeurs de la commission Gendron : la conquête de l'anglais en matière d'enseignement (les allophones ont tendance à intégrer leurs enfants au groupe des anglophones) et dans le monde des affaires (il y a une division entre anglophones et francophones par rapport à l'échelle salariale).

b. *L'organisation des efforts* suppose faire attention aux priorités correctes en ayant comme base une étude de la vitalité des langues et des dynamiques sociales au sein des communautés. Les deux enquêtes tracent la voie à suivre : la reconnaissance des droits linguistiques des francophones là où les chiffres démographiques le justifient. Francisation des entreprises et universités et diffusion du français dans les activités de consommation, toponymie et affichage sont la cible des trois promulgations législatives principales : la *Loi sur les langues officielles* de 1969 (abrogée en 1988), la *Loi sur la langue officielle* de 1974 et la *Charte de la langue française* de 1977.

La *Loi sur les langues officielles* de 1969 naît des recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton en reconnaissant ainsi le bilinguisme institutionnel. La législation fédérale penche vers la reconnaissance des droits linguistiques individuels, l'application du principe de territorialité étant déconseillée par la Commission à cause de l'amplitude des flux migratoires au Canada entre les différentes communautés linguistiques. L'instauration du principe de personnalité suppose alors que les individus peuvent désormais employer la langue de leur

choix au travail et quand ils communiquent avec les institutions fédérales. La Loi de 1969 garantit la co-officialité du cadre fédéral et l'offre des services fédéraux en anglais et en français là où le nombre le justifie. Désormais, les deux langues « ont un statut, des droits et des privilèges égaux quant à leur emploi dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada ».

Néanmoins, la reconnaissance de la co-officialité ne sert pas à étouffer les revendications des francophones, qui n'acceptent pas ce que Castonguay qualifie de « symétrie fictive » :

Centrée sur le libéralisme individuel, sa politique linguistique paraît tout au plus apte à assurer la diffusion de la connaissance du français à titre de langue seconde et non pas son épanouissement comme langue première, fondement d'une culture et d'une identité distinctes (1997 : 485).

Pendant que la fédération parie sur la reconnaissance du bilinguisme institutionnel en déclarant l'anglais et le français les deux langues officielles des organismes étatiques, le Québec opte plutôt pour un « bilinguisme fonctionnel » (Corbeil, 1986) en délimitant et restreignant les fonctions octroyées à l'anglais à l'intérieur de la province.

La *Loi pour promouvoir la langue française au Québec* ou « Loi 63 » est un premier pas vers l'affirmation de la présence du français dans la vie publique des Québécois. Elle est une réponse aux manifestations de 1968 dans le quartier Saint-Léonard : tandis que les parents francophones exigent la reconnaissance du français en tant que langue exclusive de l'enseignement, la communauté italienne (40 % des habitants) veut scolariser ses enfants seulement en anglais. L'écho de la proteste s'étend à toute la province et l'année suivante, avec le slogan « McGill français », les Montréalais revendiquent un enseignement universitaire en langue française. La Loi 63 touche ainsi le domaine de l'éducation en déclarant le français langue seconde obligatoire dans l'enseignement des écoles anglophones et en obligeant les allophones à apprendre le français avant ou lors de leur arrivé.

Néanmoins, cette loi sera fort contestée par les francophones, qui trouvent les mesures insuffisantes. Ainsi, soumis aux pressions des nationalistes, le gouvernement libéral de Bourassa proclame en 1974 la *Loi sur la langue officielle* ou « Loi 22 » en s'inspirant des recommandations de la Commission Gendron. Dans son préambule l'intention du gouvernement provincial est claire :

la langue française constitue un patrimoine national que l'État a le devoir de préserver, et [...] il incombe au gouvernement du Québec de tout mettre en œuvre pour en assurer la prééminence et pour en favoriser l'épanouissement et la qualité.

En restreignant le libre choix de l'école anglaise ou française, elle allait à la source du transfert linguistique : la perte de francophones potentiels issus de l'immigration. Le français est aussi déclaré la langue de l'Assemblée nationale et la langue du monde des affaires, les législateurs vont entreprendre ainsi un projet de francisation des entreprises et de l'administration. Cependant, la Loi 22 n'a pas su satisfaire ni les ambitions francophones ni celles anglophones.

Alors le Parti Québécois, d'idéologie nationaliste-souverainiste, gagne les élections de 1976. Un an après, le ministre d'État au Développement culturel annonce à l'Assemblée nationale le programme du gouvernement provincial de réviser la Loi 22. Ce livre blanc adopte la même posture que le préambule de la loi de 1974 : la considération du français non seulement comme la langue des Québécois mais également comme un pilier vital de la société québécoise et une des premières composantes de son identité.

Une première version de la *Charte de la langue française* est adoptée en 1977. Elle vise à faire du français « la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires » mais tout en soulignant l'apport des différentes communautés anglophones et autochtones à l'ensemble national. Le français devient la langue de la justice et de la législation, la langue des communications du gouvernement et des organismes scolaires et de santé : elle fait du Québec une province officiellement unilingue.

La *Charte de la langue française* ou « Loi 101 » est en effet un tournant dans la reconquête des domaines que la langue avait perdu. Afin de rehausser le prestige du français et de l'introduire dans la vie économique, elle va suivre le chemin ouvert par la Loi 22 et elle va aller plus loin dans ses trois domaines principaux d'action : celui des entreprises, celui de l'étiquetage des produits et celui de la scolarisation des fils des immigrants.

La Charte oblige à inscrire les écoliers allophones dans les écoles francophones et à la mise en place des mesures pour l'introduction du français dans les entreprises du Québec, elle crée des commissions de terminologie pour la francisation du monde des affaires et de la toponymie afin de franciser le *paysage linguistique*. Les services des entreprises sont garantis en français mais les individus peuvent toujours employer la langue de leur choix dans leurs

rapports avec l'administration. L'emballage des produits, les catalogues, les factures, la publicité commerciale, tout doit être rédigé en français.

La Charte a été plusieurs fois modifiée. La disposition qui établit le français la seule langue de l'Assemblée nationale (la traduction à l'anglais n'étant pas officielle) est déclarée incompatible avec la Constitution canadienne en 1979 devant les tribunaux. Aussi, en 1982 le gouvernement canadien réforme la constitution avec la *Charte des droits et libertés* où le droit au libre choix des écoles publiques est attesté, en restreignant ainsi la portée de la Loi 101. Et encore en 1988 la Cour décide que l'obligation de l'affichage public uniquement en français va à l'encontre des droits à l'égalité. Alors, bien que certaines de ses mesures aient été rejetées par le cadre fédéral, la Charte reste un pilier central de la législation linguistique québécoise.

c. *Évaluation des résultats et surveillance.* Si les deux premières étapes relèvent de la compétence du linguiste, la troisième appartient au domaine d'action du dirigeant politique. Aujourd'hui, le Québec a plusieurs organes chargés de faire des recherches et de conseiller le gouvernement. Le Conseil de la langue française et l'Office de la langue française s'occupent de la recherche linguistique en matière de terminologie et de vitalité linguistique. Le Commissariat aux langues officielles (instauré d'après la Loi de 1969) et le Programme de contestation judiciaire veillent à propos le respect des droits linguistiques garantis dans la Constitution canadienne.

### **3. La portée des mesures**

« 'Minority rights' need not to interfere with 'majority rights' » (Fishman, 1991 : 83). Plusieurs dispositions de la Charte ont été modifiées afin de respecter les droits des autres communautés linguistiques du Québec, puisqu'elles peuvent être lues en tant que lois restrictives des droits individuels, surtout dans le domaine de la langue d'enseignement des immigrants allophones ou de l'affichage public. Raisons pour lesquelles la Loi 101 fût considérée incompatible avec la *Charte canadienne des droits et libertés* (Constitution canadienne de 1982) et avec le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* des Nations Unies.

Néanmoins, en ce qui concerne la vitalité de la communauté francophone, les principaux problèmes ont été traités : l'anglicisation des immigrants allophones et des entreprises. Bourhis voit dans le recensement des années 1996 « a shift in favour of French » (2001 : 115) à cause de l'augmentation de ceux qui emploient le français à la maison par rapport à ceux qui ont le français comme langue maternelle. La scolarisation obligatoire en français des enfants d'immigrants aboutit aux résultats du recensement de 1986 : « la baisse continue



de la représentation des personnes de langue maternelle anglaise parmi la population immigrée, tant en nombre qu'en pourcentage » (Gouvernement du Québec : 1991).

Le domaine scolaire révèle ainsi un bilan positif. La fréquentation de l'école française chez les allophones et les anglophones a augmenté depuis 1980. Le pourcentage des allophones qui s'inscrivent aux institutions d'enseignement en français est passé de 37 % en 1980 à 75 % en 1990, et celle des anglophones est passé de 16 % en 1980 à 19 % en 1990 (Lepicq et Bourhis, 1995). Dans le monde des affaires, en 1984 le 68,6 % des hautes postes des entreprises publiques au Québec sont occupés par des francophones, dans les entreprises privées ce chiffre monte jusqu'au 91,4 % (Sales, Bélanger et Allaire, 1984). Ainsi, le pourcentage des Québécois qui affirment parler uniquement le français au travail est en 2016 du 56,5 % (Statistiques Canada).

Si nous analysons aussi les tendances en matière de bilinguisme, la hausse la plus importante de ceux qui déclarent pouvoir parler anglais et français nous la trouvons au Québec. Ce chiffre était en 1971 du 29,6 % et il atteint en 2011 le 44,6 % (Statistiques Canada) : les francophones, tout particulièrement dans la région de Montréal, s'intègrent dans le monde anglophone. Outre, « la force d'attraction relative du français, qui augmentait régulièrement parmi les cohortes successives d'immigrants allophones depuis le début de la Révolution tranquille, semble en régression chez ceux qui sont arrivés depuis le référendum de 1980 » (Castonguay, 1994 : 277).

TABLEAU 2. Évolution de la population selon la langue maternelle en pourcentage de la population totale, 1951 à 2016, Québec

	1951	1961	1971	1981	1991	2001	2011	2016
Anglais	13,8	13,3	13,1	10,9	9,2	8,3	8,3	8,1
Français	82,5	81,2	80,7	82,5	82,0	81,4	78,9	78,0
Langues tierces	3,7	5,6	6,2	6,6	8,8	10,3	12,8	13,8

Source : Statistiques Canada.

Les chiffres de l'évolution de la communauté francophone sont positifs, cependant nous devons les nuancer. Après 1960, le déficit de la population de langue maternelle anglaise et l'augmentation des francophones s'inscrit dans un enjeu de migration des anglophones vers les autres provinces du Canada (Castonguay, 1994). En plus, le pourcentage dans les années 1960 de ceux qui ont comme langue maternelle une langue autre que l'anglais et le français a augmenté comme suite des changements des lois sur l'immigration. Cependant et malgré le

déclin du taux de natalité et le transfert linguistique de la population francophone, le français comme langue première au Québec a atteint un certain équilibre, son pourcentage reste constant autour du 80 %. Si nous analysons encore les chiffres du transfert linguistique présentés dans le TABLEAU 1 en comparant les résultats de 1981 avec ceux de 2011 nous apercevons une diminution dans la proportion des francophones au Québec qui ont adopté l'anglais, hors le Québec, toutefois, le panorama est plus alarmant.

#### **4. L'abandon de l'abandon**

Aujourd'hui, la seule province officiellement bilingue est depuis 1969 le Nouveau-Brunswick, où on trouve le pourcentage le plus élevé de francophones après le Québec. Selon le recensement de 2011, le 32,5 % déclare le français sa langue maternelle. À l'origine de cette dualité linguistique de la province se trouve un passé lié au Grand dérangement des communautés acadiennes. Les Acadiens, descendants des colons Français arrivés au XVI<sup>e</sup> siècle, sont expulsés lors des progressives conquêtes britanniques des colonies françaises. Ils vont alors s'installer au Nouveau-Brunswick et réclamer un enseignement en français et, après les manifestations étudiantes de 1968 à Moncton, une protection législative en matière de langues.

En Ontario la communauté francophone se trouve principalement dans les zones frontalières avec le Québec, le pourcentage de ceux qui déclarent le français leur langue maternelle étant dans le recensement de 2016 du 4,0 %. Cette province a adopté la *Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires*, où l'anglais et le français sont reconnues les deux langues officielles des tribunaux de l'Ontario. Deux ans plus tard, la *Loi assurant la prestation des services en français* établit l'anglais et le français les deux langues officielles du cadre judiciaire et législatif, alors les citoyens peuvent communiquer en français avec les organismes du gouvernement provincial.

Dans les provinces de l'Ouest et dans les territoires du nord les francophones sont de plus en plus moins nombreux et parfois leur poids numérique égale celui d'autres minorités linguistiques, dès lors la manque d'intérêt dans l'établissement d'une législation qui puisse promouvoir l'épanouissement du français. Dans ces cas-là nous parlons d'une reconnaissance *de facto* : les provinces s'engagent à l'établissement de certaines institutions bilingues, notamment dans le domaine de la scolarisation.

## Synthèse et futur du français en Amérique du Nord

L'évolution des différents modèles de communauté d'individus et l'évolution des rapports de domination entre les deux peuples fondateurs du Canada nous ont permis d'identifier les causes des revendications linguistiques des années 1960. D'une part, la participation déséquilibrée de chaque groupe linguistique à l'industrialisation. D'autre part, les pertes démographiques à l'intérieur de la communauté francophone à cause du déclin du taux de natalité et de l'assimilation massive d'allophones au groupe anglophone.

Les deux commissions d'enquête sur la vitalité du bilinguisme avaient montré la réalité du monde des affaires au Québec, où l'anglais était devenu la langue de l'ascension économique. Alors le gouvernement fédéral a essayé de combler les besoins des francophones avec la législation de 1969 à laquelle les Québécois ont répondu avec la *Loi pour promouvoir la langue française*. « Equality of two languages does not imply or produce complete equality of the two ethnic groups speaking them » (Kloss, 1969 : 38). Le bilinguisme a été envisagé par le gouvernement fédéral comme un filet de sécurité face à l'assimilation et un moyen d'assurer la prédominance du français. Mais la seule assimilation qui a joué en faveur du français a été la transmission intergénérationnelle au Québec et au Nouveau-Brunswick (Castonguay, 1994).

La Loi 63 a assuré quelques droits aux francophones envers la conquête du monde des affaires et du système éducatif. Ensuite, les années 1970 ont concrétisé les aspirations des Québécois avec la Loi 22 et la déclaration de l'unilinguisme officiel de la province, et lors de la réélection du Parti Québécois en 1976, les mesures linguistiques prises sont allées encore plus loin avec la *Charte de la langue française*.

Fishman qualifie de « supremacy of emotion over reason » (1991 : 318) les défis des années 1960 puisque à son avis le français n'a jamais été en danger. Mais nous croyons que Bourhis (2001) et Castonguay (1994, 1997 et 2002) ont suffisamment démontré que le contraire est vrai. Encore aujourd'hui « à l'échelle du Canada, la population de langue française demeure globalement en situation d'assimilation collective » (Castonguay, 2002 : 179). La législation de 1977 sur le régime scolaire des allophones a contribué à stagner les chiffres du transfert linguistique au sein de cette communauté (Castonguay, 2002), mais l'anglicisation croissante des allophones dans l'ensemble du Canada sert à étouffer ces perspectives favorables. La langue qui adoptent les immigrants le plus souvent est encore l'anglais, elle « exerce auprès des allophones une puissance d'assimilation autrement plus forte que celle du français : malgré les progrès récents du français au Québec » (Castonguay, 2002 : 151).

La Révolution tranquille voit la prise de control des Québécois par rapport à leurs institutions étatiques et par rapport à leur économie, ce qui se traduit par le renversement de la situation de subordination dans laquelle la province se trouvait : francisation de l'enseignement supérieur, de l'administration publique, des entreprises anglophones et des organismes financiers. Néanmoins, l'anglais reste encore la langue liée à la promotion économique et à la transmission intergénérationnelle : la plupart des mariages interlinguistiques penchent l'éducation de leurs enfants vers l'apprentissage de l'anglais pendant que « le déficit entre les générations francophones s'élève à 21 % contre seulement 7 % pour la population anglophone » (Castonguay, 2002 : 179).

Selon les projections linguistiques de Hule et Corbeil (2017) pour le 2036 l'immigration devrait continuer à croître, ce qui pourrait entraîner une augmentation au sein de la population de langue française du 15 % en 2011 à un hypothétique 29,5 % en 2036. Le bilinguisme anglais-français chez la population allophone serait aussi plus accru. En ce qui concerne les transferts linguistiques, au Canada hors Québec l'anglais continuerait à gagner de la force d'attraction, mais dans la province francophone les chiffres indiquent que la proportion devrait rester stable.

Les transformations en matière de législation linguistique ont normalisé la présence du français dans l'enseignement et dans le monde du travail, mais la stabilité du Canada est encore aujourd'hui un défi. Il s'agit alors d'une lutte entre les deux ordres, les deux gouvernements fédéral et provincial, chacun avec ses intérêts et ses idées en matière de langues. Les symptômes du malaise de la fédération remontent à sa naissance en 1867 et persistent jusqu'aujourd'hui. Les échecs de l'accord du lac Meech de 1987 et de celui de Charlottetown en 1992, les affrontements avec les peuples autochtones (la Crise d'Oka de 1990) et les deux référendums québécois en sont la preuve. Plus récemment, en 2018, la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) réveille la haine des détracteurs du fédéralisme. Il s'agit d'un traité commercial signé par les États-Unis, le Mexique et le Canada pour la gestion d'une zone de libre-échange économique entre les pays signataires. Une des concessions de l'accord portait sur l'industrie laitière, marché qui est sous le control du gouvernement fédéral, pendant que la production la plus importante se trouve au Québec. Les Québécois ont vu dans ce pacte une intromission des Américains dans leur économie en réouvrant à nouveau le fossé entre les deux communautés.

## Conclusion

Le lent procès vers l'industrialisation entraîne au Québec un décalage entre les deux peuples fondateurs qui se voit accentué par la question linguistique : l'anglais était la langue liée au progrès économique tandis que le français était la langue de l'agriculture. Ce déséquilibre a fait surface en 1960 avec une prise de pouvoir par les francophones, qui exigeaient une participation plus active à leur économie et à leurs institutions.

Face à la menace de la domination anglophone, les Québécois ont réagi avec leur « maîtres chez nous » et avec leur « speak white ». À ces revendications identitaires le gouvernement fédéral a répondu avec une politique de bilinguisme et de multiculturalisme. À son tour, le Québec a prôné encore l'unilinguisme et une ouverture identitaire, des questions qui ont été traduites en termes législatifs dans la loi fédérale de 1969 et dans la loi provinciale de 1977. Les deux commissions d'enquête qui ont précédé ces documents mettaient déjà l'accent sur les domaines d'action les plus pressants : l'enseignement et le monde des affaires.

L'aménagement linguistique a alors essayé de renverser le transfert dû à la perte démographique et de prestige en légiférant le rapport entre les deux langues de la fédération. La cible principale des mesures a été bien sûr la scolarisation des allophones et la francisation du paysage linguistique. Ainsi les chiffres démographiques des années 1980 sont révélatrices : la langue française est de plus en plus présente dans le monde des affaires et elle est aussi la langue vers laquelle se produisent la plupart des transferts linguistiques au Québec. Cependant, le panorama n'est pas si optimiste hors la province, où le pouvoir d'attraction de l'anglais met en doute la survivance à long terme du français.

L'affrontement entre les deux communautés n'a toujours pas été résolu, et les conflits réapparaissent chaque fois qu'un domaine de la compétence des deux ordres fédéraux est touché. Néanmoins, l'intervention sur les langues a contribué à la création d'un certain rapport de stabilité entre anglophones et francophones en évitant ainsi la scission, en fin de compte, langue et société sont les deux faces d'une même médaille. Un fait est sûr et le Québec en est la parfaite illustration : la planification d'une stratégie et la mise en place consciente d'une législation qui puisse garantir les droits des minorités va jouer toujours en faveur de la stabilité nationale.

## Références

Journaux quotidiens :

« La France nous aidera à créer dans le Québec une industrie sidérurgique », DÉCLARE M. JEAN LESAGE. (Oct. 12, 1961) : *Le Monde*. Consulté sur : [https://www.lemonde.fr/archives/article/1961/10/12/la-france-nous-aidera-a-creer-dans-le-quebec-une-industrie-siderurgique-declare-m-jean-lesage\\_2270450\\_1819218.html?xtmc=quebec&xtcr=67](https://www.lemonde.fr/archives/article/1961/10/12/la-france-nous-aidera-a-creer-dans-le-quebec-une-industrie-siderurgique-declare-m-jean-lesage_2270450_1819218.html?xtmc=quebec&xtcr=67)

LAWSON, Guy (Déc. 8, 2005) : Trudeau's Canada, Again. *The New York Times Magazine*. Consulté sur : <https://www.nytimes.com/2015/12/13/magazine/trudeaus-canada-again.html>

Littérature :

ANDERSON, Benedict (1996) : *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*. Londres : Verso.

ASSELIN, Olivar (1927) : « Les Canadiens français et le développement économique du Canada » dans *L'essor économique du Québec*. Montréal : Librairie Beauchemin.

BARREÑA, A., E. AMORRORTU, A. ORTEGA, B. URANGA, E. IZAGIRRE, et I. IDIAZABAL (2007) : « Does the number of speakers of a language determine its fate? » *International Journal of the Sociology of Language* n. 186, pp. 125–139.

BAUMAN, Zygmunt (2016) : *Estado de crisis*. Barcelona : Paidós Ibérica

BRUNET, Michel (1970) : *Les Canadiens et les débuts de la domination britannique, 1760-1791*. Ottawa : Brochures historiques.

BOURHIS, R.Y. (2001) : « Reversing Language Shift in Québec ». *Reversing Language Shift: Can Threatened Languages be Saved ?* Bristol : Multilingual Matters. Éditeur : Joshua Fishman, pp.101-141

BOURQUE Gilles, LAURIN-FRENETTE Nicole (1972) : « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec : 1760-1970 ». *L'Homme et la société*, n. 24. Théorie et sociologie marxiste, pp. 221-247.

CALVET, Louis-Jean (1999) : *La Guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris : Hachette Littératures.

- CARDINAL Linda, COUTURE Claude et DENIS Claude (1999) : « La Révolution tranquille à l'épreuve de la 'nouvelle' historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire ». *Globe*, 2, (1), pp. 75-95. <https://doi.org/10.7202/1000092ar>
- CASTONGUAY, Charles (1994) : « Évolution récente de l'assimilation linguistique au Canada ». *Langue, espace, société. Les variétés du français en Amérique du nord*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- CASTONGUAY, Charles (1997) : « Évolution de l'assimilation linguistique au Québec et au Canada entre 1971 et 1991 ». *Recherches sociographiques*, 38 (3), pp. 469-490. <https://doi.org/10.7202/057150ar>
- CASTONGUAY, Charles (2002) : « Assimilation linguistique et remplacement des générations francophones et anglophones au Québec et au Canada ». *Recherches sociographiques*, 43, (1), pp. 149-182. <https://doi.org/10.7202/009450ar>
- CORBEIL, Jean-Claude (1976) : « Origine historique de la situation linguistique québécoise ». In : *Langue française*, n. 31. Le Français au Québec, sous la direction de Jean-Claude Corbeil et Louis Guilbert, pp. 6-19.
- CORBEIL, Jean-Claude (1978) : « Théorie et pratique de la planification linguistique ». *Actes du 5<sup>e</sup> congrès de l'Association Internationale de Linguistique Appliquée*. Québec : Presses de l'Université Laval, pp. 56-65.
- CORBEIL, Jean-Claude (1986) : *Langues et usage des langues*. Québec : Centre international de recherches sur le bilinguisme.
- DANSEREAU, J. (1999) : « La politique linguistique du Québec. Vérités et mensonges » *Globe*, 2 (2), pp. 65-82. <https://doi.org/10.7202/1000469ar>
- DUPONT Louis, LEMARCHAND Nathalie (1997) : « La fin du Canada français et la mise en place du Canada moderne ». *Hommes et terres du Nord*, 3-4. Le Canada dans le monde, pp. 201-206. <https://doi.org/10.3406/htn.1997.2600>
- ESMAN, Milton J. (1987) : « Ethnic Politics and Economic Power ». *Comparative Politics*, Vol. 19, n. 4, pp. 395-418.
- FALARDEAU, Jean-Charles (1965) : « L'industrialisation au Québec ». *L'étude de la société*. Québec : Les Presses de l'Université de Laval, pp. 100-109.

- FENWICK, Rudy (Avr., 1981) : *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 23, n. 2, pp. 196-216. Cambridge University Press.
- FISHMAN, Joshua A. (1991) : *Reversing language shift : theoretical and empirical foundations of assistance to threatened languages*. Clevedon : Multilingual Matters.
- GELLNER, Ernest (1983) : *Nations and nationalism*. Oxford : Basil Blackwell.
- Gouvernement du Québec (1991) : *Indicateurs de la situation linguistique au Québec*. Québec : Conseil de la langue française.
- GUESPIN Louis, MARCELLESI Jean-Baptiste (1986) : Pour la glottopolitique. *Langages*, 21<sup>e</sup> année, n. 83. *Glottopolitique*. pp. 5-34. <https://doi.org/10.3406/lgge.1986.2493>
- HAGÈNE, Claude (2000) : *Halte à la mort des langues*. Paris : Odile Jacob.
- HAUGEN, Einar (1966) : *Linguistics and language planning*. W. Bright (ed.) *Sociolinguistics : Proceedings of the UCLA Sociolinguistics Conference 1964*. La Haye : Mouton. pp. 50-71.
- HAVARD, Gilles (2003) : *Histoire de l'Amérique française*. Paris : Flammarion
- HELLY, Denise (1996) : « Le multiculturalisme canadien ». *Hommes et Migrations*, n. 1200. Canada. La « patrie du multiculturalisme » doute. pp. 25-34. <https://doi.org/10.3406/homig.1996.2711>
- HOULE René, CORBEIL Jean-Pierre (2017) : « Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036 ». Statistique Canada n° de catalogue 89-657-X2017001. Ottawa : Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.
- KLOSS, Heinz (1969) : *Research Possibilities on Group Bilingualism : A Report*. Québec : International Centre for Research on Bilingualism.
- LAROSE, Karim (2004) : « L'émergence du projet d'unilinguisme. Archéologie de la question linguistique québécoise ». *Globe*, 7, (2), pp. 177-194. <https://doi.org/10.7202/1000866ar>
- LEPICQ Dominique, BOURHIS Richard (1995) : « Aménagement linguistique et norme langagière au Québec ». *Linx*, n. 33. Situations du français, sous la direction de Dominique Fattier et Françoise Gadet. pp. 109-128.



- MAURAS, Jacques (1986) : « L'aménagement linguistique du Québec ». *Langages*, 21<sup>e</sup> année, n. 83. *Glottopolitique*, sous la direction de Jean-Baptiste Marcellesi, pp. 101-110.
- MONIÈRE, Denis (1977) : *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*. Montréal : Éditions Québec-Amérique.
- POOL, Jonathan (1979) : « Language planning and identity planning ». *Journal of the Sociology of Language* n. 20, pp. 5-21.
- Québec (1972) : *Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*. Québec : Éditeur officiel du Québec.
- Québec (1996) : *Le français langue commune. Rapport du comité interministériel sur la situation de la langue française*. Québec : Direction des communications, ministère de la Culture et des communications.
- ROY, Paul-Émile. (2001) : *Les Québécois et leur héritage religieux*. *Mens*, 2(1), pp. 17-33.  
<https://doi.org/10.7202/1024456ar>
- RUDIN, Ronald (1995) : « La quête d'une société normale : critique de la ré-interprétation de l'histoire du Québec ». *Bulletin d'histoire politique*, 3, n. 2, pp. 9-43.
- SALES Arnaud, BÉLANGER Noël et ALLAIRE Benoît-Guy (1984) : « Langues, groupes linguistiques et positions d'encadrement et de direction dans les lecteurs privé et public au Québec ». *Actes du congrès Langue et Société au Québec*, CLF, t.1, pp. 348-358.
- TERMOTE, Marc (1999) : *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, implications pour le français langue d'usage public*. Québec : Conseil de la langue française.
- TERMOTE Marc, THIBAUT Normand (2008) : *Nouvelles perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal, 2001-2051*, Québec, Office québécois de la langue française.